

Wanaim Mbark, (2008), *Goumiers, Spahis et Tirailleurs marocains de l'Armée française. Engagement, parcours et oubli (1908-2006)*, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, 480 pages.

**Mots clés :** Goumiers marocains – Spahis marocains – Tirailleurs marocains – Armée coloniale – Pensionnés marocains de l'armée française – FAR – Maroc – colonisation – décolonisation – anciens combattants marocains.

Ce travail aborde l'histoire occultée de l'armée « indigène » levée par les autorités du Protectorat dans le Maroc colonial. L'expérience de construction du premier corps marocain fut tentée, pour la première fois, dans la région des Chaouïa. Cette expérience qui a donné naissance, dans le courant du dernier trimestre de 1908, à six goums mixtes marocains distincts. Toutefois, la construction des formations militaires « indigènes » n'allait prendre une grande ampleur au Maroc qu'au lendemain de la conclusion du traité du Protectorat en 1912. A partir de cette année-là, d'autres unités furent constituées puis mises à l'avant-garde de toutes les colonnes engagées sur le front marocain pendant la période dite de « pacification » (1912-1934). De plus, leur important engagement dans les combats sur le sol européen, pendant la Première et la Seconde Guerres mondiales, au service de la France, a été, à chaque fois, déterminant. Deux conflits à l'issue desquels la réputation guerrière des Groupements de Tabors, des Régiments de Tirailleurs et de Spahis marocains s'est définitivement affirmée en tant que corps de choc au sein des forces alliées. Le dernier théâtre d'opérations où ces troupes ont été utilisées fut l'Indochine (1947-1955), voire pour certaines l'Algérie voisine (1956-1960).

Cette contribution militaire des corps marocains a, par ailleurs, amené la question de leur statut juridique au sein de l'armée française.

Lorsque le Maroc fut restauré, en 1956, dans son indépendance, les Groupements de Tabors furent dissous pour permettre à leurs effectifs de former l'ossature des Forces Armées Royales (mai 1956). Perspective de construction qui s'est amplifiée, en 1957, avec l'intégration à l'Armée Royale des officiers marocains issus des rangs des Régiments de Tirailleurs et de Spahis marocains.

En dépit de cette indépendance, les anciens combattants marocains ont continué à percevoir une pension de l'Etat français au titre de leur parcours militaire. Pour des raisons purement économiques, les pensions militaires, versées à tous les anciens combattants originaires des pays, anciennement, administrés ou sous tutelle française, sont « cristallisées » en 1959. Dorénavant ces pensions (au total trois) ne connaîtront plus aucune augmentation pour suivre les fluctuations inflationnistes contrairement à celles versées à leurs frères d'armes français.

Sujet hautement sensible qui a fait, à plusieurs reprises, l'objet de promesses de résolution de la part de différents gouvernements français.

Agroun Rachid, (2009), *Le mouvement hibiste et les tribus berbères de l'Anti-Atlas. Une histoire de la périphérie (sud-ouest marocain) face au pouvoir central (1910-1934)*, Université Paris I, Panthéon-Sorbonne, 372 pages.

**Mots clés :** Moulay Hmed Hiba, Anti-Atlas, Berbères, Kerdous, hibiste, tachelhit, chelha, hassanya, Ichelhin, Chleuh, Beydan, El Madani Akhsassi, Aït Ba Amran, Sidi Ifni, Tarfaya, Cap Juby.

Cette étude vise à comprendre les événements qui ont permis à Moulay Hmed Hiba, fils d'un marabout beydan, Ma el Aïnin, de se faire proclamer sultan en 1912 ; une première fois à Tiznit, la seconde à Marrakech, et d'avoir ainsi donné naissance à un mouvement qui pendant plus de vingt ans (1912-1934) symbolisera pour ces populations amazighes la résistance à l'avancée inéluctable des troupes coloniales françaises. Ce mouvement *hibiste*, qui embrasa donc un temps tout le Sud marocain, du Haouz de Marrakech aux rives asséchées de la Saguia el Hamra, se réduisit au fil des revers militaires et politiques comme une peau de chagrin pour, très vite, se limiter aux montagnes refuges des tribus amazighes de l'Anti-Atlas.

Avec l'irruption de Moulay Hmed Hiba au sein des tribus, les petits chefs locaux trouvent une nouvelle légitimité de leur pouvoir fragile avec l'obtention de *dahir* octroyé généreusement par le nouveau sultan. Quand Moulay Hmed Hiba se réfugie à Kerdous (Ida Oubaaqil), ces caïds hibistes jouent leur rôle administratif avec plus ou moins de réussite ! Ils détournent systématiquement à leur profit les prélèvements canoniques pour n'en faire parvenir qu'une infime partie au légitime receveur. Il faut souligner ici le rôle central du caïd de Lakhsas (el Madani Akhsassi) dans le soutien à Moulay Hmed Hiba, ainsi qu'à son successeur Merebbi Rebbo, et dans l'organisation des tribus de l'Anti-Atlas face au « Makhzen des Français ».

Cette étude du mouvement hibiste se divise en trois grandes parties. Dans la première, grande partie, nous avons essayé, tout d'abord, d'appréhender la société du Sous où le mouvement hibiste est apparu et d'où il a pris l'essor qui l'a conduit jusqu'à Marrakech et aux portes des riches plaines du Gharb. Ensuite, nous nous sommes attardé sur l'organisation et l'évolution politiques des tribus, ses rapports avec le pouvoir central, le makhzen, la montée des chefferies et la place particulière de Tiznit. Enfin, nous avons tenté de comprendre les dessous du soulèvement populaire du Sous en le comparant aux autres soulèvements et appels au *jihad* qui fleurirent partout dans l'Empire fortuné, au lendemain de la signature du traité de Fès.

Dans la seconde, nous avons retracé, dans un premier temps, les différents aléas qu'a rencontrés l'apprenti sultan dans la mission qu'il s'est attribuée. Ensuite, nous avons exposé les conséquences de son retour au Sous, sa déchéance matérielle et ses rapports avec les Montagnards (*Iboudraren*) de l'Anti-Atlas occidentale chez qui il s'établit. Nous sommes revenu enfin sur l'autorité de l'*aguellid* de Kerdous qui apparaît très vite comme un épouvantail sans véritable pouvoir.

Dans la troisième et dernière grande partie, nous avons essayé, en premier lieu, de comprendre la vie des deux côtés de la frontière, entre les territoires des tribus hibistes et ceux du néo-makhzen, en étudiant les rapports entre ces deux mondes.

Ensuite, nous nous sommes tourné vers l'étude de l'évolution du pays hibiste qui se réduit comme une peau de chagrin et où l'autorité de Merebbih Rebbo, successeur de son frère, est mise à mal par son assujettissement aux tribus et aux hommes qui lui ont donné asile, en particulier le caïd de Lakhsas qui tout en le soutenant matériellement, le tient fermement sous sa férule. Pour finir, nous nous sommes intéressé au jeu de l'Espagne et de l'Allemagne dans cette région et aux liens que tisseront ces deux puissances européennes avec Kerdous ainsi qu'aux motivations exactes de la France et les préparations de l'ultime assaut contre l'Anti-Atlas.

El Barkani Bouchra, (2010), *Le choix de la graphie tifinaghe pour enseigner-apprendre l'amazighe au Maroc : conditions, représentations et pratiques*, Thèse de doctorat NR, 3 volumes (vol. 1 : 293 p., vol. 2 : 271 p., vol. 3 : 500 p.), Université Jean Monnet, Saint-Étienne.

**Mots-clés :** amazighe, graphie tifinaghe, didactique, sociodidactique, langues minorées, pratiques écrites, pratiques de classe, pratiques sociales, représentations.

Ce travail s'articule autour de deux axes. Le premier consiste en une exploration contextuelle et conceptuelle des conditions dans lesquelles la langue amazighe (particulièrement l'écriture tifinaghe) est enseignée au Maroc (Section I) et un cadre théorique consacré à la définition des concepts de la didactique et de la sociolinguistique susceptibles d'éclairer notre réflexion (Section II). L'accent a été essentiellement mis sur les notions de plurilinguisme et de diglossie. Et ce, pour mieux connaître la problématique d'autres langues : le corse, le chinois, le turc, etc. Cette exploration plurielle a permis, entre autres, de mettre en relief les variations situationnelles dans lesquelles s'inscrit le développement des langues minorées, d'en voir ainsi les ressemblances et les différences. On sait qu'au Maroc et en Algérie, pays voisins, la question de la graphie de la langue amazighe se développe différemment, à l'école et dans la société en général. Ces différences s'expliquent par des différences situationnelles. Ce qui inscrit le présent travail dans l'approche sociodidactique, laquelle affirme que le contexte d'émergence d'une didactique et cette même didactique sont indissociables. Le second axe est une enquête sur le tifinaghe pour identifier la place de cette graphie dans la vie sociale et dans les pratiques de classe (Sections III et IV). Enquête qui s'est déroulée sur deux plans distincts mais complémentaires : d'un côté, le plan social qui envisage la vie de l'amazighe et sa visibilité, particulièrement par son écriture, dans la société civile et dans la vie quotidienne ; de l'autre, le plan scolaire qui envisage la façon dont cette langue et sa graphie, en particulier, sont enseignées.

L'analyse des données montre que les conditions du choix de tifinaghe ont été conflictuelles et font encore preuve d'un non compromis entre les différents acteurs sociaux – y compris les acteurs scolaires – et que, malgré ce contexte d'accord/désaccord vis-à-vis de ce choix, les différentes représentations qu'offrent les paysages médiatique et urbain (télévision, presse, écrits urbains...) font preuve d'une coexistence des différentes pratiques scripturales présentes sur le terrain avant l'officialisation de tifinaghe-IRCAM. Les acteurs scolaires interrogés

(enseignants, inspecteurs, universitaires) évoquent cette graphie en la mettant en parallèle avec la graphie latine. Pour les enseignants et les inspecteurs, la graphie latine facilite la diffusion de la langue amazighe mais le tifinaghe conserve à la langue son aspect identitaire. Pour les universitaires, le latin coexiste avec le tifinaghe mais ce dernier prime, vu sa charge identitaire. De cette recherche et, surtout, de l'analyse des pratiques de classe, résulte l'idée suivante : ce n'est pas la graphie tifinaghe qui pose problème à l'école mais plutôt la langue qu'on enseigne avec cette graphie. Ce qui est mis en question à l'heure actuelle et qui nous oriente vers d'autres problématiques, c'est le processus de la « standardisation ».